

**MALAISIE – COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE**

**DOCUMENT DE STRATÉGIE**

**POUR LA PÉRIODE DE 2007-2013**

*VERSION FINALE*

<b>Table des matières</b>
---------------------------

**Liste d'acronymes****Résumé**

<b>1.</b>	<b>LA SITUATION POLITIQUE, ÉCONOMIQUE, SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE</b>	
1.1.	Analyse de la situation politique.....	0
1.3.	Analyse de la situation sociale .....	6
1.4.	Analyse de la situation environnementale.....	9
<b>2.</b>	<b>AGENDA POLITIQUE DE LA MALAISIE</b>	
2.1.	Agenda politique .....	11
2.2.	Économie et échanges commerciaux .....	11
2.3.	Secteurs sociaux.....	12
2.4.	Politique environnementale.....	12
<b>3.</b>	<b>COOPÉRATION PASSÉE ET PRÉSENTE DE LA CE, COORDINATION ET COHÉRENCE</b>	
3.1.	Économie et échanges commerciaux .....	13
3.2.	Développement du capital humain : coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur, bourses d'étude et coopération en matière de recherche .....	14
3.3.	Environnement .....	14
3.4.	Autres actions .....	15
3.5.	Enseignements tirés .....	15
<b>4.</b>	<b>LA STRATÉGIE DE RÉPONSE DE LA CE</b>	
4.1	Secteur focal : facilité du dialogue politique entre l'UE et la Malaisie sur les échanges commerciaux et les investissements.....	16
4.2	Questions transversales	
4.3	Programmes régionaux et thématiques	

## LISTE D'ACRONYMES

BAD	Banque asiatique de développement
AFTA	Zone de libre-échange de l'ANASE
ANASE	Association des nations de l'Asie du Sud-est
ASEM	Rencontre Asie-Europe
AUNP	Programme de mise en réseau des universités UE-ANASE
NB	<i>National Barisan</i> – Front national
DSP	Document de stratégie par pays
EAEF	Programme d'efficacité énergétique CE-ANASE
EBIC	Centre européen d'information pour les entreprises
ECAPII	Programme de propriété intellectuelle CE-ANASE II
BEI	Banque européenne d'investissement
EIC	Euro-Info-Centre
EICC	Euro-Info-Centre de correspondance
IEDDH	Initiative européenne pour la démocratie et les droits de l'homme
EM	Erasmus Mundus
CCIUEM	Chambre de commerce et de l'industrie entre l'UE et la Malaisie
IDE	Investissement direct étranger
PC	Programme-cadre de recherche
PIB	Produit intérieur brut
PNB	Produit national brut
SGP	Système généralisé de préférences
OIT	Organisation internationale du travail
FMI	Fonds monétaire international
INCO	Volet de la coopération internationale du 6 <sup>e</sup> programme-cadre de recherche
TIC	Technologies de l'information et communications
PIP	Programme indicative pluriannuel
PND	Politique nationale de développement
NPE	Nouvelle politique économique
PIN	Plan indicatif national
PAS	Parti Islam sa-Malaysia
R&D	Recherche et développement
RDT	Recherche et développement technique
SEA	Sud-est asiatique
PME	Petite et moyenne entreprise
DS	Document de stratégie
FPP	Facilité « Petit projet »
TEIN2	Réseau d'information trans-Eurasie 2
PAFE	Plan d'action pour la facilitation des échanges
TREATI	Initiative commerciale transrégionale UE-ANASE
UMNO	Organisation nationale de l'Union de la Malaisie
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement
BM	Banque mondiale
OMC	Organisation mondiale du commerce

## RÉSUMÉ

La Malaisie abrite une population d'environ 27 millions d'habitants. Son territoire s'étend sur une superficie d'environ 330 000 kilomètres carrés, couverte aux quatre cinquièmes par des forêts. Le cours de l'histoire de la Malaisie est marqué par sa position stratégique en tant que l'un des principaux carrefours du monde et lieu de cohabitation et d'interaction d'un large éventail de races, religions et traditions. L'actuelle Fédération de Malaisie n'a vu le jour qu'en 1965 lorsque les États de Sarawak et de Sabah adhèrent à la Fédération de Malaisie, laquelle doit, à son tour, son origine à l'indépendance de l'Empire britannique, négociée pacifiquement en 1957.

Depuis l'indépendance, la Malaisie a adopté la forme politique d'une démocratie parlementaire. La scène politique est caractérisée par un niveau extraordinaire de stabilité politique et de continuité acquise par le biais d'une coalition nationale de partis politiques. Les dirigeants politiques du pays se concentrent sur deux objectifs à long terme : le cimentage de l'unité nationale et le développement économique sur fonds propres. Si l'unité nationale reste difficile à percevoir, l'impulsion très réussie vers l'industrialisation (depuis le milieu des années 1980) a transformé le pays en une puissance commerciale mondiale. Le taux national de pauvreté a chuté de 49,3 % en 1970 à 5,7 % en 2004. La performance économique de la Malaisie et ses fondements sont solides ; son développement social est un exemple parmi les pays en développement.

La coopération de la CE avec la Malaisie n'est remarquable que depuis très peu de temps, ce qui s'explique en partie par le fait que la Malaisie n'a pas recherché activement la coopération de la CE. Après l'institution d'une délégation de la CE en Malaisie en 2003, les autorités fédérales et nationales, la société civile, le monde universitaire et milieux d'affaires locaux et communautaires ont témoigné un intérêt nettement plus grand pour la coopération avec la CE, qui s'est alors considérablement accrue. Le document de stratégie en cours (2002-2006) alloue une somme modeste de 5,6 millions EUR à la coopération entre la CE et la Malaisie en se concentrant sur deux domaines prioritaires : la facilitation des échanges et des investissements, d'une part, et l'enseignement supérieur, d'autre part. Les actions menées dans le domaine de l'enseignement supérieur seront financées dans le cadre de la programmation régionale pour l'Asie.

À ce jour, la coopération s'est révélée fructueuse dans des domaines d'importance stratégique et d'intérêt mutuel, mettant particulièrement l'accent sur les relations économiques, sur la coopération scientifique et technologique et sur l'éducation, en se concentrant en particulier sur les exigences en matière de capital humain et de technologie du développement. Certaines activités de coopération sont également menées avec succès dans le domaine des droits de l'homme, et en particulier de l'égalité des sexes et de la protection des populations vulnérables. La coopération n'a pas encore été étendue aux domaines tels que la lutte contre le crime organisé international et le terrorisme, la bonne gouvernance, la justice et les affaires intérieures.

Certains aspects liés au respect des droits de l'homme et des droits politiques en Malaisie restent préoccupants, en particulier certaines pratiques légales telles que la peine de mort et le châtimement corporel, les modalités de détention en vertu de la loi sur la sécurité de l'État et les restrictions au droit à la liberté d'information, d'expression et d'association.

La prochaine programmation stratégique (2007-2013) propose **un déplacement vers une coopération davantage orientée vers le dialogue politique en mettant l'accent sur les échanges commerciaux et les investissements**. Les aspects qui pourraient être couverts sont : les relations commerciales et en matière d'investissement, le capital humain par le biais de l'enseignement supérieur et de la recherche, les droits de l'homme, la gouvernance, la gestion durable des forêts et de la biodiversité et le commerce associé. Cette coopération bilatérale sera complétée par un éventail limité d'actions et de soutien reçus par le biais de divers programmes thématiques et régionaux et de lignes budgétaires financés par l'UE incluant, par exemple, des

programmes de coopération au niveau asiatique (Asia Link, en particulier, pour l'enseignement supérieur) et le programme-cadre RTD, financé par l'UE.

Au titre de l'instrument de coopération au développement (ICD), un montant indicatif de 17 millions EUR a été réservé pour la Malaisie pour la période de 2007-2013. Ces ressources peuvent être complétées par des projets et des programmes financés au titre de programmes régionaux pour les pays asiatiques et de divers programmes thématiques.

# 1. LA SITUATION POLITIQUE, ÉCONOMIQUE, SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE

## 1.1. Analyse de la situation politique

La Fédération de Malaisie, qui a acquis son indépendance du gouvernement britannique en 1957, comprend treize États et trois territoires fédéraux. Le régime politique est une démocratie parlementaire. Le chef d'État du pays est le roi. La position change tous les cinq ans entre les sultans héréditaires de neuf États fédéraux (conférence des souverains). Compte tenu des relations politiques et personnelles solides qui existent entre le Parlement exécutif et le Parlement fédéral et de la tendance à la soumission du judiciaire, les mécanismes institutionnels de contrôle et d'équilibre sont d'une efficacité limitée, tandis que le pouvoir est fortement concentré dans l'exécutif, et en particulier dans la personne du premier ministre. Le parlement se compose d'une chambre haute, dont les membres sont soit désignés par le roi, soit élus par des législatures d'État, et d'une chambre basse, dont les membres sont directement élus au suffrage universel. Des élections générales se tiennent tous les cinq ans.

Les politiques malaises sont façonnées par la diversité géographique, raciale, religieuse et culturelle du pays. Les Bumiputra<sup>1</sup> représentent 67 % de la population, suivis des Chinois, qui en constituent 25 %, et des Indiens, qui en forment 8 %. En majeure partie musulman (60 % de la population), le pays compte aussi d'importantes communautés bouddhistes, hindouistes et chrétiennes. Les partis politiques sont généralement constitués sur la base de l'ethnicité, à l'exception de l'un d'eux qui de nature religieuse (islamique).

Depuis l'indépendance, la Malaisie est régie par le même gouvernement de coalition du Front national (Barisan National, BN), qui est dirigé par le principal parti malais, l'Organisation nationale de l'Union de la Malaisie (UMNO), et qui inclut les partis représentant les autres principaux groupes ethniques de la Malaisie péninsulaire, ainsi que, après 1963, ceux de Sarawak et de Sabah. Les émeutes antichinoises, qui ont éclaté après les élections générales de 1969, ont marqué un tournant dans l'économie dont les effets se font encore ressentir aujourd'hui. La Constitution malaise attribue des privilèges aux Bumiputra et le gouvernement BN a donc introduit de nouvelles politiques de discrimination positive en faveur des Bumiputra : la nouvelle politique économique (NPE), qui a fait place à la politique nationale de développement (PND) après 1990, dans le but de réduire les tensions ethniques en améliorant le bien-être économique des Bumiputra et leur part dans les richesses nationales. Les partis de l'opposition n'ont pas la possibilité de lutter à armes égales avec la coalition en place. Les réunions publiques font l'objet d'une surveillance étroite, les élections sont organisées à court terme et les médias, à l'exception de l'Internet et des publications du parti de l'opposition, sont fortement alignés sur le gouvernement ou pratiquent l'autocensure afin de garantir le renouvellement annuel de leur licence d'impression.

Un déplacement politique marqué vers un exécutif puissant, empiétant sur l'indépendance du parlement et du judiciaire, s'est produit en 1987 lorsque Mahathir Mohamad, le président de l'UMNO et premier ministre depuis 1981, a consolidé le pouvoir après le schisme qui a divisé l'UMNO. Les appels à la réforme et au changement de leadership se sont intensifiés après la crise financière asiatique de 1997-1998. Anwar Ibrahim, le vice-premier ministre et chef du mouvement réformateur, a été révoqué du gouvernement en 1998 et emprisonné par la suite après avoir été inculpé de façon douteuse d'obstruction à la justice, de corruption et de sodomie. Lors des élections générales de 1999, l'UMNO a perdu sa majorité malaise par suite du mécontentement du peuple en rapport avec le traitement infligé à Anwar Ibrahim. Cette perte de majorité a profité principalement à l'islamiste Parti Islam sa-Malaysia (PAS), qui a obtenu le contrôle sur deux

---

<sup>1</sup> Populations malaises ethniques et autres indigènes

législatures d'État, en l'occurrence Terengganu et Kelantan. Le D<sup>r</sup> Mahathir s'est retiré de la politique en octobre 2003 après vingt-deux années passées de pouvoir. Son substitut, Abdullah Badawi, lui a succédé et a introduit un style plus modéré et plus orienté vers le peuple tout en garantissant la continuité dans la substance des priorités et de la position du gouvernement.

L'augmentation du soutien du PAS par le peuple a été de courte durée. Au cours des élections générales de mars 2004, BN a enregistré ses meilleurs résultats, remportant 64 % des suffrages exprimés, mais 90 % des sièges à la seconde chambre du parlement. La coalition a également récupéré l'État de Terengganu. Faisant campagne sur une version progressive modérée de l'Islam (Islam hadhari, l'islam civilisationnel), l'UMNO a regagné le soutien des électeurs malais/musulmans. Sa performance étonnamment forte a renforcé l'autorité du nouveau premier ministre Abdullah qui semble également avoir commencé à se montrer très attentif aux appels de lutte contre la corruption au sein de l'administration et d'amélioration de la gouvernance publique. Sous l'influence de la forte position politique du nouveau premier ministre, Anwar Ibrahim a été libéré de prison en septembre 2004, mais il reste exclu de toute fonction politique jusqu'en 2008.

La Malaisie est signataire de la déclaration universelle des droits de l'homme. Elle a ratifié la convention sur l'élimination de toutes formes de discrimination contre les femmes (CEDAW) et la convention relative aux droits de l'enfant (CNUDE) en 1995. La Malaisie n'a **pas ratifié** le pacte international relatif aux droits civils et politiques (CCPR), le pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et la convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

Bien que la constitution fédérale contienne des dispositions pour protéger les droits de l'homme, il existe un nombre de lois associées à la sécurité qui donnent à la police des pouvoirs étendus et discrétionnaires, notamment l'autorité de garder des personnes à vue pendant une période de deux mois, extensible à deux ans, sur simple décision de niveau ministériel. La Commission royale des forces de police, qui a été mise sur pied par le premier ministre et se compose de dignitaires malais, a recommandé, en mai 2005, de limiter le droit de droit de détention dans une certaine mesure et d'instituer une commission indépendante chargée de traiter les plaintes et les cas de mauvaise conduite impliquant la police. Le gouvernement doit toutefois encore prendre des dispositions à cet égard. La Commission royale a également fait ressortir le problème de la corruption, du non-respect des règlements existants relatifs aux droits de l'homme, de l'insensibilité aux questions de genre et de l'ignorance de la récente législation concernant les enfants parmi les forces de police. Plusieurs des 125 recommandations de la Commission royale seront probablement mises en œuvre.

La Malaisie garde la peine de mort pour neuf délits, et notamment une peine de mort obligatoire en cas de trafic de drogues. Sept Malais ont été exécutés (par pendaison) depuis 1999, ce qui constitue une diminution par rapport aux années 1980 à 1990 où la moyenne était de vingt-deux exécutions par an. La peine de mort jouit toujours d'un vaste soutien populaire et aucune perspective de moratoire n'est envisageable à moyen terme. Le recours au châtiment corporel (fouet) constitue un obstacle à la signature de la CAT.

Concernant les questions de migration, la Malaisie n'est partie ni à la convention de 1951 relative au statut des réfugiés ni au protocole de 1967. En Malaisie, les demandeurs d'asile et les réfugiés sont considérés comme des immigrants illégaux. La situation actuelle des réfugiés en Malaisie soulève donc d'importantes préoccupations d'ordre social, humanitaire et de santé publique qui nécessitent une action concertée de toutes les parties prenantes. Une attention particulière devrait être accordée à la réduction de la vulnérabilité des femmes.

La Malaisie, qui est partie à la convention des Nations unies de 1988 contre le trafic illicite des stupéfiants et des substances psychotropes n'est pas un producteur de drogues illégales bien que d'importantes saisies de substances chimiques précurseurs et la destruction d'un laboratoire produisant du crystal meth, en 2004, laissent entendre qu'un changement de situation pourrait bien se tramer à l'horizon. Ces dix dernières années, la Malaisie a enregistré des taux croissants de



toxicomanie domestique et a, dès lors, lancé en 2003 une initiative visant à réduire l'utilisation des drogues à des niveaux négligeables d'ici 2015. Ceci a été complété plus récemment par des programmes de réduction/prévention de la demande menés auprès des écoles publiques et sur les lieux de travail.

## 1.2. Analyse de la situation économique, et notamment du commerce

La Malaisie a vécu, ces trente dernières années, une industrialisation rapide, compétitive et fructueuse, passant d'une économie essentiellement basée sur les minéraux et les produits agricoles tels que l'étain, l'huile de palme, le caoutchouc ou le bois à une économie dominée par la fabrication et les services. En 2005, le secteur de la fabrication et le secteur des services représentaient 32,9 % et 53,7 % respectivement du produit intérieur brut (PIB) du pays, alors que l'agriculture et l'extraction minière représentaient une part de 14,5 %. Avec un revenu par tête d'environ 4 000 EUR en 2005<sup>2</sup>, la Malaisie est le troisième pays le plus riche de l'ANASE, après Singapour et Brunei, et figure désormais au rang des « pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure » selon la classification de la Banque mondiale.

À l'instar du Japon et des quatre « tigres asiatiques », la Malaisie a adopté une stratégie de croissance dirigée par les exportations. Étant un pays relativement petit dont les ressources naturelles exploitables sont limitées et soumises à des conditions commerciales incertaines, la Malaisie a pris cruellement conscience que sa capacité à s'intégrer dans l'économie régionale et mondiale et à se servir de ses avantages comparatifs dans la chaîne mondiale à valeur ajoutée est seule à pouvoir soutenir ses rapides progrès économiques. Aidée par des flux massifs d'investissements directs étrangers (IDE) depuis les années 1980, la Malaisie est devenue l'un des principaux exportateurs du monde dans une grande diversité de produits électroniques, tout en se diversifiant également dans l'huile de palme transformée, le bois tropical, le caoutchouc, le poivre, le cacao, les huiles et produits chimiques de base, les articles en latex et les meubles en bois.

La Malaisie compte aujourd'hui parmi les vingt plus grands pays commerçants au monde. Les produits électroniques constituent son unique et principale catégorie d'exportation, représentant 50 % des exportations totales de marchandises en 2005. Les industries manufacturières orientées vers les exportations dépendent toutefois fortement de pièces et technologies importées. Les exportations de marchandises malaises représentaient 100 % de son produit national brut (PNB) en 2005, tandis que ses importations de biens atteignaient 88 %. Ces chiffres illustrent la dépendance extrême de l'économie malaise du commerce international et de l'accès au marché.

La croissance économique du pays a été soutenue par des économies domestiques élevées et de grands influx d'IDE. Le secteur primaire et le secteur secondaire ont été très ouverts aux investissements étrangers dans les années 1980, à l'exclusion de l'acier et de l'automobile qui sont restés protégés. Le secteur des services est resté jusqu'ici très protégé en raison du fait notamment qu'il s'agit du secteur où les Bumiputra ont le plus grand enjeu. Les restrictions à l'importation sont de plus en plus non tarifaires. L'accès au marché est gêné par des pratiques extensives de permis, par l'incertitude réglementaire, ainsi que par les marchés publics influencés par les Bumiputra qui dépassent 50% du PIB selon les estimations.

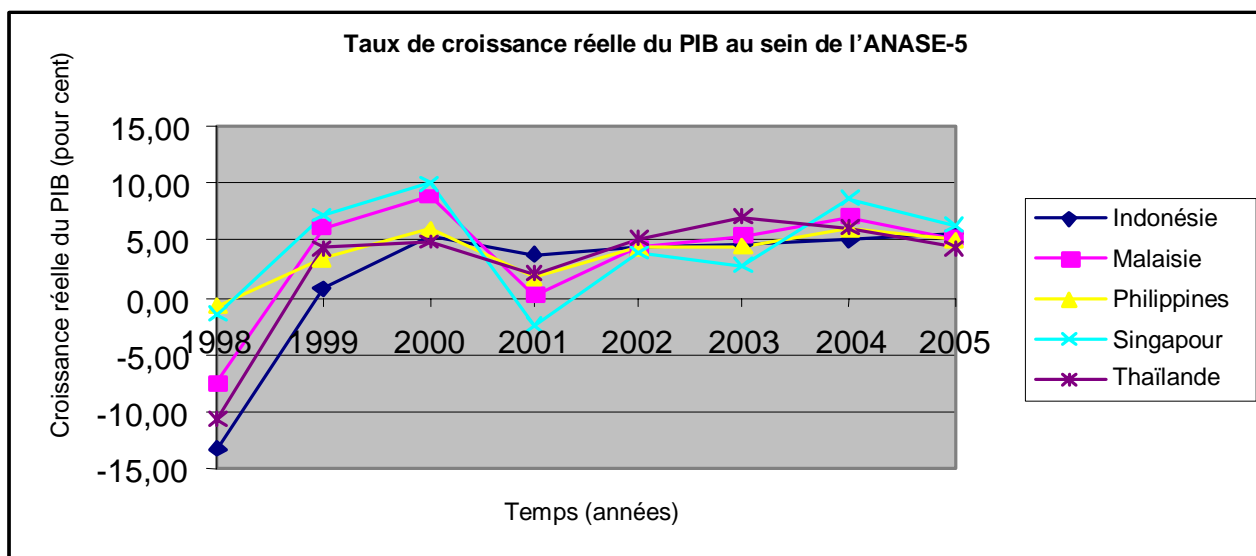
La Malaisie adopte une approche pragmatique de ses relations commerciales internationales, progressant en suivant des filières simultanément multilatérales (Organisation mondiale du commerce), régionales (AFTA) et bilatérales (avec l'Australie, l'Inde, le Japon, la Corée, la Nouvelle-Zélande, le Pakistan et les États-Unis). Il n'existe actuellement aucun accord commercial bilatéral préférentiel entre la Malaisie et l'UE bien qu'un groupe de vision, institué par le commissaire européen au commerce et les ministres de l'Économie de l'ANASE, aient fait référence, dans son rapport de mai 2006, à la possibilité d'un accord de libre-échange entre l'UE et l'ANASE. La Malaisie participe activement à l'Initiative commerciale transrégionale UE-ANASE (TREATI), qui vise à soutenir les relations commerciales entre l'UE et l'ANASE et l'intégration régionale de cette dernière par le biais d'un processus de dialogue et de coopération dans le domaine réglementaire. Le premier atelier TREATI organisé en Malaisie s'est tenu en mai

---

<sup>2</sup> Plus de 8 000 USD en termes de parité de pouvoir d'achat.

2006 et a porté sur le commerce des produits du bois. En 2005, l'UE était, avec une part de 9,5 %, la cinquième source la plus importante d'importations pour la Malaisie suivie de l'ANASE, du Japon, des États-Unis et de la Chine (y compris Hong Kong) et son troisième marché d'exportation le plus important, avec une part de 13,2 %<sup>3</sup>, après l'ANASE et les États-Unis. La Malaisie compte parmi les plus grands bénéficiaires du système généralisé de préférences (SGP) de l'UE. Concernant les IDE, l'UE représentait, au cours de la période de 2000-2005, la plus grande source de fonds dans le secteur de la fabrication et des services associés, représentant 26 % de la valeur totale des projets approuvés.

Si cette structure économique relativement ouverte a permis au pays d'exploiter des possibilités mondiales, il l'a également rendu vulnérable aux chocs externes. La crise économique régionale de 1997-1998 est un cas ponctuel et peut, de toute évidence, être considérée comme une étape décisive dans le développement économique de la Malaisie. Au cours des dix années qui ont précédé 1997, l'économie a enregistré une croissance annuelle de son PIB de 8,6 % en moyenne. La crise a plongé l'économie dans une récession profonde mais de courte durée au cours de laquelle l'économie s'est réduite de 7,4 % en 1998. Grâce à un « Plan national de redressement économique », composé d'une politique fiscale expansionniste et de politiques monétaires isolées, ainsi que de réformes structurelles fermes, en particulier dans le secteur financier, mais aussi dans le secteur industriel, un taux de change fixe par rapport au dollar américain et un environnement externe favorable par la suite, l'économie est revenue à une croissance solide dès 1999. Le fait d'avoir été l'unique pays de la région à renoncer au soutien du FMI et à s'imposer des contrôles sélectifs temporaires sur les capitaux ne semble pas avoir eu d'incidence sur ses perspectives de croissance. Comme le montre le graphique ci-dessous, la croissance du PIB de la Malaisie après la crise s'aligne sur celle de ses voisins. De 1999 à 2005, le PIB de la Malaisie a cru de 5,2 % par an en moyenne.



Source : Fonds monétaire international

En 2005, l'économie a augmenté de 5,3 % après avoir enregistré un pic d'après-crise de 7,1 % en 2004. La croissance a été principalement poussée par la demande domestique privée. Un taux de croissance positif a été enregistré pour tous les secteurs économiques, à l'exception de la construction. Au niveau externe, la balance des paiements courants du pays présente un solde excédentaire très confortable, égal à 16,4 % du PIB, ce qui constitue une tendance depuis 1998.

<sup>3</sup> Conformément aux chiffres d'Eurostat

La solide expansion économique s'est accompagnée d'un marché du travail serré. Fin 2005, le taux de chômage avoisinait 3,5 % malgré une population relativement jeune et une main-d'œuvre en rapide expansion. Afin de compléter sa main-d'œuvre locale, la Malaisie a autorisé l'immigration, tant légale qu'illégale, de trois millions de travailleurs. Le gouvernement s'efforce périodiquement de réduire le nombre de travailleurs migrants illégaux, ce qui s'est parfois accompagné de tensions sociales et de pénuries de main-d'œuvre. Les pressions salariales sont néanmoins contenues. L'inflation a atteint un niveau de 3 % en 2005, résultant de la croissance des prix des denrées alimentaires et de l'énergie et de l'augmentation des taxes.

Les paramètres fiscaux et financiers du pays sont sains. En 2005, le gouvernement fédéral a enregistré un déficit budgétaire de 3,4 % du PIB, mais un excédent de 1,4% s'est dégagé des finances publiques globales. La dette du gouvernement fédéral par rapport aux normes internationales n'est pas particulièrement élevée, se situant à 48 % du PIB à la fin 2005. La dette extérieure totale de la Malaisie semble également gérable ; fin 2005, elle représentait 41 % du PIB et se situait en grande partie entre les mains du secteur privé. 78 % de la dette extérieure a une maturité de moyen à long terme. Les réserves étrangères détenues par la banque Negara ont atteint 15,7 milliards EUR fin 2005, ce qui correspond au financement de huit mois d'importations et équivaut à une fois et demie la dette extérieure à court terme.

D'une manière générale, les fondations économiques de la Malaisie restent solides. Sa perspective à court terme semble favorable. À moyen et long terme, ses perspectives économiques dépendront de sa capacité à remonter la chaîne de la valeur ajoutée et à développer des industries davantage orientée vers les connaissances. Des politiques cruciales à cet égard sont : une attitude positive face aux IDE, essentiellement dans le secteur des services qui doit être ouvert, le développement du capital humain, l'innovation et les capacités de recherche, une plus grande concurrence et une moindre ingérence des intérêts associés aux Bumiputra imposés par le gouvernement dans le fonctionnement des marchés.

### **1.3. Analyse de la situation sociale**

En ce qui concerne l'indice de développement humain du PNUD, le score de 0,796 enregistré par la Malaisie en 2005 place ce pays au 61<sup>e</sup> rang sur les 177 pays évalués. Il ne se situe qu'une fraction en-dessous du seuil de 0,8 défini par le PNUD pour le développement humain élevé. Le classement de la Malaisie s'est révélé très stable au cours des dix dernières années. La situation varie cependant fortement d'un état malaisien à l'autre. Avec leurs scores, les états de Kelantan, Kedah et Sabah ne se classeraient même pas dans les 100 premiers pays du monde.

#### ***Démographie***

La population malaisienne a enregistré une croissance annuelle moyenne de 2,6 % entre 2000 et 2005. Selon les estimations, elle a atteint 26,8 millions en mai 2006. La structure d'âge de la population est conforme à la pyramide classique qui est caractéristique d'un pays en développement. 63,1 % de la population se situent dans la tranche d'âge active des 15 à 64 ans, 31,7% dans la tranche des 0 à 14 ans et 4,7% dans la tranche des plus de 65 ans.

#### ***Emploi***

Malgré une expansion économique continue, un marché du travail serré et l'appoint d'un bon 2,5 millions de travailleurs sur le marché du travail au cours des dix dernières années, le taux de participation de la main-d'œuvre féminine n'a pas enregistré d'augmentation majeure et reste inférieur à 50 %, ce qui contraste fortement avec le taux de participation de la main-d'œuvre masculine qui excède, 85 %. L'accès à l'enseignement supérieur, ainsi qu'une meilleure représentation des femmes dans la vie politique, au niveau des cadres et dans les instances parlementaires, restent des domaines d'amélioration possible. Le taux de chômage global national

reste stable à environ 3,5 %.

En ce qui concerne la productivité de la main-d'œuvre, le manque d'égard pour la formation sur le terrain sur le lieu de travail par une part importante des sociétés malaisiennes a soulevé quelques préoccupations, bien que cette formation soit largement perçue comme un facteur clé de l'amélioration continue de la productivité et de la compétitivité et du développement d'une économie basée sur les connaissances. Un autre facteur s'opposant à une plus forte croissance de la productivité est le manque d'améliorations continues dans le domaine de la santé et de la sécurité sur le lieu du travail. Malgré une diminution des taux d'accident de travail au cours des années '90, les améliorations semblent avoir marqué le pas ces dernières années. Les taux déclarés d'accidents mortels restent deux fois plus élevés qu'en Europe.

Les conditions de travail constituent également un problème. Les zones de traitement des exportations ont prospéré en Malaisie ces dernières décennies. Si celles-ci peuvent offrir des avantages tels que des salaires plus élevés que dans les établissements situés en dehors de ces zones, elles exigent généralement des journées de travail plus longues et imposent le travail d'équipe. L'OIT a plaidé, à plusieurs reprises, pour la suppression des parties de la loi sur les relations industrielles qui limitent le champ d'action des conventions collectives pour les entreprises bénéficiant d'un « statut de pionnier ». D'autres enquêtes sont en cours concernant les négociations collectives dans le secteur public et l'égalité de traitement des travailleurs étrangers dans les régimes de sécurité sociale et d'indemnisation en cas d'accident. Enfin, la Malaisie a dénoncé la convention sur l'abolition du travail forcé en 1990.

### ***Pauvreté***

La Malaisie enregistre l'une des parts de population pauvre les plus faibles parmi les pays asiatiques. L'incidence de la pauvreté s'est réduite, passant de 50 % en 1970 à 5,7 % en 2004 selon la définition nationale<sup>4</sup>. L'objectif du Millénaire pour le développement consistant à réduire de 50 % la part de la population vivant en-dessous du seuil de pauvreté a été atteint en 1999. Malgré cette réalisation impressionnante, l'inégalité des revenus reste élevée et est même croissante. Le coefficient de Gini du pays pour la répartition des revenus était de 0,462 en 2004. Sur le plan géographique, les incidences les plus élevées sont enregistrées à Sabah et à Kelantan. Les différences ethniques restent marquées ; l'incidence de la pauvreté en 2004 était de 8,3 % dans le cas des Bumiputra (une part importante d'entre eux appartenant à la communauté indigène des Orang Asli en Malaisie péninsulaire et aux communautés indigènes de Sabah et Sarawak), de 0,6 % dans le cas des Chinois et de 2,9 % pour les Indiens. Les populations indigènes de Malaisie sont de plus en plus marginalisées, privées du droit de vote et détachées des forêts dans lesquelles elles vivent et dont elles dépendent. La pauvreté se caractérise, en outre, par d'importantes inégalités entre les hommes et les femmes pour des raisons religieuses et culturelles.

Le NEP et, depuis 1990, le NDP sont l'équivalent d'un « contrat social » entre les autorités fédérales et les groupes ethniques. Les autorités fédérales garantissent aux Chinois et aux Indiens qu'ils seront les bienvenus en Malaisie, leur « patrie d'adoption », qu'ils jouiront des mêmes droits et du même traitement sous la Constitution fédérale et qu'ils pourront y être prospères. Entre-temps, les Bumiputra, ou les personnes originaires de la Fédération malaisienne, bénéficieraient d'un traitement préférentiel, conféré par la loi (Constitution), dans bon nombre de domaines afin de les aider à échapper à la précarité et à acquérir une part des revenus et richesses du pays qui soit plus en rapport avec la part qu'ils représentent dans la population. Cette discrimination positive s'infiltré dans quasiment tous les aspects de la vie en Malaisie, de l'enseignement supérieur au crédit bancaire en passant par le logement, l'emploi dans le secteur public et les quotas réservés dans des entreprises cotées en bourse et des entreprises étrangères en ce qui concerne la participation, les postes de direction et l'emploi. Les écoles publiques et les administrations publiques doivent adopter pleinement le bahasa, la langue malaisienne. La croissance économique rapide du pays a permis de progresser vers cet objectif sans que ceci ait des implications traumatisantes pour les autres groupes ethniques. En 2004, les Bumiputra possédaient 18,9 % des entreprises cotées en bourse contre moins de 5 % au début des années 1970 ; leur possession de biens immobiliers commerciaux était encore moins élevée, avoisinant les 11,7 %. Avec de tels pourcentages, l'objectif de propriété de 30 % visé par le gouvernement était encore loin d'être atteint.

### ***Éducation et santé***

Le niveau général d'accès à l'éducation est plutôt élevé, contrairement à la qualité. Dans l'ensemble, la qualité ne dépend pas des exigences de marché qui découlent du renforcement de la compétitivité et de l'évolution vers l'amont de la chaîne de valeur ajoutée. Le taux d'alphabétisation de la population de plus de quinze ans atteint 89 %. Le gouvernement met fortement l'accent sur l'éducation et vise à fournir un « système d'enseignement de qualité mondiale ». L'enseignement primaire est obligatoire pour tous les enfants malais. L'enseignement tant primaire que secondaire est gratuit pour tous les étudiants de sept à dix-sept ans qui fréquentent les écoles publiques. En 2005, le gouvernement fédéral a consacré quasiment 21 % de ses dépenses totales à l'éducation. Il existe cependant de grandes inégalités entre les écoles urbaines et les écoles rurales, en particulier en ce qui concerne les installations et la qualité de

---

<sup>4</sup> Sont considérés comme pauvres les ménages dont le revenu mensuel est inférieur à 152 RM (33 EUR) par tête en Malaisie péninsulaire, à 173 RM (38 EUR) par tête à Sabah et à 167 RM (36 EUR) par tête à Sarawak.

l'enseignant. Des différences entre les deux sexes se font également ressentir en ce qui concerne le taux d'alphabétisation, l'analphabétisme étant deux fois plus élevé chez les femmes que chez les hommes. L'indice de développement du PNUD associé au sexe révèle une image généralement positive, voire en amélioration, pour les femmes en ce qui concerne tant l'alphabétisation que l'accès à l'enseignement. Le fossé important dans les niveaux d'alphabétisation entre les jeunes femmes et les jeunes hommes s'est progressivement réduit et aucune différence de sexe n'était perceptible en 2000.

Le paysage universitaire compte seize universités et facultés universitaires publiques et une université internationale, financées par le gouvernement. L'éducation privée à tous les niveaux connaît un grand succès depuis le milieu des années 1990 suite à la décision stratégique du gouvernement d'intégrer le secteur privé dans l'enseignement supérieur. On dénombre actuellement 539 établissements scolaires privés en Malaisie. Le gouvernement malais a l'ambition, en ce qui concerne le système national d'enseignement supérieur, de devenir un centre d'excellence régional, capable d'attirer des étudiants étrangers en Malaisie. Plus de 35 000 étudiants universitaires étrangers sont déjà recensés dans le pays, dont la moitié en provenance de Chine.

Le système d'enseignement supérieur malais reste toutefois relativement non concurrentiel en ce qui concerne l'aspect qualitatif : la qualité de l'enseignement, la recherche et le leadership académique n'ont pas encore atteint de niveaux compatibles avec les besoins du capital humain d'une société basée sur les connaissances, ce qui est dû, en partie, aux politiques pro-Bumiputra en vigueur dans le secteur de l'enseignement supérieur. Plus de 50 000 étudiants malais étudient donc aujourd'hui à l'étranger et ce nombre devrait croître dans les années à venir. La Malaisie souffre, en outre, de l'exode des cerveaux, indépendamment des politiques pro-Bumiputra et du patronage basé sur les Bumiputra, tandis que le gouvernement est très préoccupé par la régression du niveau d'anglais chez les jeunes Malais.

Les soins de santé publics dispensés dans le pays comptent parmi les plus élevés d'Asie bien qu'il existe des variations géographiques : quelques parties du pays, essentiellement rurales, ont un niveau largement inférieur à la moyenne. 7 % des dépenses consenties par le gouvernement fédéral en 2005 ont été dirigées vers les soins de santé.

La lutte contre le VIH/SIDA a été intégrée en tant que question transversale dans le processus de programmation en analysant l'agenda politique du gouvernement sur le VIH/SIDA et la santé sexuelle et de la reproduction en particulier, ainsi que l'importance du thème dans le pays partenaire.

#### **1.4. Analyse de la situation environnementale**

L'environnement est de plus en plus considéré comme une question politique en Malaisie. Les principales préoccupations environnementales auxquelles le pays doit faire face sont détaillées dans le document intitulé « Profil environnemental du pays » en annexe 3. Les principaux défis sont les suivants :

- le déséquilibre entre les préoccupations environnementales et les intérêts économiques ; le défi à long terme consiste à démontrer l'impact économique positif des politiques environnementales ;
- veiller à la mise en œuvre uniforme des politiques nationales à tous les niveaux du gouvernement dans tout le pays ; leur efficacité dépend en grande partie de la mise en œuvre au niveau local et national ;
- la sensibilisation du public aux questions environnementales.

Afin de traiter efficacement les préoccupations environnementales, les objectifs suivants sont classés par priorité et sont déjà poursuivis par les autorités malaises :

- le renforcement des capacités au niveau des autorités locales et nationales, l'amélioration de leur capacité à appliquer efficacement les politiques environnementales ;
- l'amélioration plus poussée de la gestion durable des ressources naturelles et la protection renforcée de la biodiversité en mettant l'accent en particulier sur les forêts tropicales et leurs composants ;
- la promotion de politiques de contrôle de la pollution axées sur le marché sur la base du principe du « pollueur payeur ». Ceci s'appliquerait, en particulier, aux rejets suivants :
  - les eaux usées et autres effluents ;
  - les émissions en plein air,
  - les autres déchets ;
- la promotion de l'efficacité énergétique et des ressources d'énergie renouvelables.



## **2. AGENDA POLITIQUE DE LA MALAISIE**

Le gouvernement malais est guidé dans ses politiques par un objectif global : la « politique de vision nationale », également appelée Vision 2020. Décrite pour la première fois en 1991, cette politique vise à transformer la Malaisie en un pays développé d'ici 2020 : elle requiert non seulement des politiques économiques adéquates, mais insiste aussi sur la stabilité politique et la continuité, la cohésion sociale et la vigilance continue afin de préserver la paix et la solidarité entre les différents groupes ethniques et religieux du pays.

Les pas concrets vers Vision 2020 sont posés dans des programmes de développement quinquennaux successifs. Le 9<sup>e</sup> plan actuel concernant la Malaisie (2006-2010) repose sur cinq piliers clés :

- 1) déplacer l'économie vers l'amont de la chaîne de valeur ;
- 2) accroître la capacité de développement des connaissances et d'innovation et entretenir une « mentalité de première classe » ;
- 3) traiter les inégalités socioéconomiques persistantes de manière constructive et productive ;
- 4) améliorer la norme et la durabilité de la qualité de vie ;
- 5) renforcer la capacité institutionnelle et de mise en œuvre du pays, établissant un mécanisme de mise en œuvre et de suivi plus efficace.

Le gouvernement malais est très conscient des défis que le pays rencontre dans son environnement mondial de plus en plus compétitif, en particulier avec l'émergence de la Chine. Les Bumiputra sont, en particulier, officiellement avisés qu'ils doivent davantage se suffire à eux-mêmes, faire preuve d'un plus grand esprit d'entreprise et moins compter sur les aides gouvernementales et le traitement préférentiel. Mais pour des raisons essentiellement politiques, les actions réelles prises par le gouvernement ne sont toutefois pas encore en harmonie avec ce message essentiel. Le gouvernement s'efforce par tous les moyens de supprimer les manifestations extrémistes de l'islam et de promouvoir une pratique de l'islam qui est modérée, ouverte et compatible avec une société moderne (Islam Hadhari : l'islam civilisationnel).

### **2.1. Agenda politique**

Le transfert des pouvoirs du premier ministre Mahathir au premier ministre Abdullah s'est effectué harmonieusement. Le gouvernement actuel promet de poursuivre un cycle progressif de réforme et de libéralisation. À moins d'être frappés par un choc important tel qu'une récession économique sévère ou des scandales d'envergure, l'UMNO et la coalition du BN devraient rester au pouvoir dans un avenir prévisible. Au niveau politique, l'accent est mis sur la démocratie et un dialogue franc, mais sérieusement modéré *de facto* par des considérations de sécurité, d'ordre public et d'harmonie raciale. Les valeurs éthiques, les normes morales et la bonne gouvernance sont encouragées, en particulier dans le secteur public. La lutte contre la corruption, une grande caractéristique de l'agenda de M. Abdullah, semble avoir perdu son caractère d'urgence et l'exécution de réformes doit être ravivée. Sur le plan externe, la politique de la Malaisie est poussée par (1) son besoin de développer des partenariats économiques, ainsi que par (2) sa souveraineté et sa sécurité. Elle est surtout et avant tout engagée envers la coopération et l'intégration au sein de l'ANASE. Elle est également engagée envers le multilatéralisme (Nations unies), l'unique mécanisme qu'elle juge capable de garantir la paix, la justice et la sécurité dans le monde.

### **2.2. Économie et échanges commerciaux**

Au niveau économique, la transformation structurelle pour rester concurrentiel est le déterminant premier de la politique. Le secteur de la fabrication devrait évoluer vers des industries

technologiques à plus haute valeur ajoutée et des industries basées sur une technologie avancée et une main-d'œuvre plus qualifiée. Le secteur agricole devrait devenir un nouveau moteur de croissance, par exemple, en exploitant la biotechnologie et en entrant sur le marché mondial des aliments halals. Comme pour les services, le secteur financier domestique traverse un processus de restructuration à long terme visant à le rendre plus efficace et à lui permettre de résister à la concurrence internationale, tandis que la Malaisie aspire parallèlement à devenir un centre international de haut niveau pour les finances islamiques. Le gouvernement voit également dans l'attraction d'étudiants étrangers et de touristes soucieux de leur santé un grand potentiel pour la Malaisie. L'accent restera mis sur les investissements étrangers dans des secteurs stratégiques sélectionnés. En tant que membre tant de l'OMC et de l'AFTA, la Malaisie s'est engagée à libéraliser davantage ses marchés, mais elle est déterminée à le faire à une vitesse qu'elle juge socialement et politiquement soutenable, ce qui explique pourquoi la Malaisie n'est pas disposée à conclure avec la communauté internationale de nouvelles obligations de libéralisation couplées à un facteur temps.

### **2.3. Secteurs sociaux**

Vision 2020 mettra fortement l'accent sur le développement du capital humain en tant que principal catalyseur de la croissance économique future. L'éducation a absorbé un bon quart des dépenses opérationnelles publiques totales en 2005 sans tenir compte du rôle majeur joué par le secteur privé dans l'enseignement supérieur. Le système d'enseignement supérieur est toutefois confronté à un problème majeur en ce qui concerne la qualité du personnel enseignant et du personnel de recherche, ainsi qu'en ce qui concerne le faible niveau des programmes. Dans d'autres domaines sociaux, les priorités du gouvernement incluent l'éradication de la pauvreté solidement ancrée, la promotion associée du développement rural, l'amélioration des soins de santé publics et la mise en œuvre de programmes de développement pour les femmes vers une plus grande égalité entre les sexes et la fourniture d'une aide à l'enfance afin de soutenir la main-d'œuvre féminine. Les politiques visant à stimuler l'innovation, le développement des ressources humaines et les possibilités décentes de travail dans le secteur officiel, notamment pour les femmes et la main-d'œuvre peu qualifiée sont reconnues comme essentielles pour aider le pays à atteindre un statut de pays développé. D'autres mesures de protection sociale sont requises pour promouvoir le processus de restructuration et renforcer la stabilité socioéconomique.

### **2.4. Politique environnementale**

Au niveau environnemental, le gouvernement s'est engagé envers trois objectifs<sup>5</sup>: premièrement, un environnement propre, sûr, sain et productif pour les générations actuelles et futures; deuxièmement, la préservation du patrimoine culturel et naturel et la biodiversité uniques et diversifiés du pays avec la participation réelle de tous les secteurs de la société; et troisièmement, des styles de vie et des modèles de production et de consommation durables. Le gouvernement encourage l'utilisation de sources d'énergie renouvelables et respectueuses de l'environnement, mais il est admis que, d'une manière générale, il convient d'y sensibiliser davantage la population par le biais de programmes d'éducation et de sensibilisation. Les progrès en rapport avec les objectifs 1 et 3 sont plutôt limités.

Le défi lié à l'établissement d'un équilibre adéquat entre les préoccupations environnementales et les intérêts économiques est évident dans le secteur des forêts tropicales. Les forêts tropicales et la biodiversité sont importantes pour la Malaisie, tant en termes économiques qu'en termes environnementaux. Les forêts sont au cœur des écosystèmes riches de la Malaisie. Les autorités ont pris des mesures sévères et ont obtenu, ces dix dernières années, d'importants résultats en ce qui concerne l'application de la gestion durable des forêts tropicales du pays. Il subsiste

---

<sup>5</sup> Tels qu'ils sont décrits par le ministère des Ressources naturelles et de l'Environnement.

néanmoins des défis : la compétitivité extérieure, la protection des forêts contre les activités illégales et les droits de la terre des communautés indigènes. D'un autre côté, le secteur du bois est une grande source de revenus budgétaires, en particulier pour les États de Sarawak et de Sabah. L'UE est la troisième plus grande destination pour l'exportation de bois et de produits du bois en provenance de Malaisie. Par ailleurs, vu la nature transfrontière de nombreux défis environnementaux dans le sud-est de l'Asie tels que le smog se dégageant des feux de forêt et d'autres formes de pollution, il conviendrait d'améliorer la coopération intrarégionale.

### **3. COOPÉRATION PASSÉE ET PRÉSENTE DE LA CE, COORDINATION ET COHÉRENCE**

La Commission européenne s'est engagée, par la déclaration de Paris (mars 2005), à aligner et coordonner les politiques et à harmoniser les procédures. Les conclusions du Conseil de novembre 2003 prévoient l'établissement de feuilles de route de l'UE portant sur l'harmonisation dans l'ensemble des pays.

La coopération entre la CE et la Malaisie était quasiment à l'arrêt en 2003, peu de choses ayant été entreprises au niveau de la coopération bilatérale existante et la Malaisie bénéficiait d'une part marginale des programmes de coopération régionale financés par l'UE. Depuis l'ouverture de la délégation de la CE, en avril 2003, la coopération entre la CE/UE et la Malaisie s'est améliorée et l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que cette tendance se renforce : un nouveau projet a démarré en 2000, cinq ont vu le jour en 2001, sept en 2002, onze en 2003, vingt-et-un en 2004 (qui sont tous reconnus, à deux exceptions près, comme des programmes régionaux) et dix-neuf en 2005. Des séminaires et conférences ont montré le chemin vers une implication plus active de la Malaisie dans le programme-cadre de recherche financé par l'UE, tandis que la coopération dans le secteur de l'enseignement supérieur laisse entrevoir des perspectives de coopération plus étroite dans le domaine du développement du capital humain en Malaisie.

#### **3.1. Économie et échanges commerciaux**

Dans le passé, la coopération économique et commerciale entre l'UE et la Malaisie a été mise presque exclusivement en œuvre par le biais de programmes régionaux qui étaient concentrés sur la facilitation des échanges et des investissements, l'énergie, l'environnement, la technologie de l'information et les communications. EBIC, un projet de coopération bilatérale mis en œuvre de 1995 à 2003, a été l'unique exception à cette règle. Les initiatives passées et en cours soutenues par la CE en Malaisie étaient, entre autres :

- des projets de facilitation des échanges et des investissements (notamment des TIC) dans le cadre des programmes Asia-Invest et Asia IT&C ;
- le Centre européen d'information sur les affaires en Malaisie (EBIC),
- le soutien au titre du programme Fonds de fiducie de l'ASEM et de l'ASEM TFAP;
- des projets financés en vertu du programme du Fonds de fiducie pour l'Asie nouvellement institué ;
- la participation au programme de propriété intellectuelle CE-ANASE (ECAPII) ;
- la participation au programme COGEN CE-ANASE ;
- des projets au titre du programme Asia-Link et du programme d'enseignement supérieur AUNP ;
- des bourses d'études Erasmus Mundus.

### **3.2. Développement du capital humain : coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur, bourses d'études et coopération en matière de recherche**

La coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur entre la Malaisie et l'Union européenne s'est progressivement élargie ces dernières années en se concentrant sur l'établissement et le renforcement de partenariats de façon à promouvoir les échanges de la meilleure pratique et des connaissances. La coopération se déroule par le biais de deux programmes régionaux :

- Asia Link met en œuvre des projets de partenariat entre les institutions d'enseignement supérieur (onze projets en cours) ;
- AUNP s'est concentré sur le dialogue renforcé entre les différentes parties prenantes (par exemple, les autorités, les institutions d'enseignement supérieur et les milieux universitaires) au sein de l'UE et de l'ANASE sur des domaines d'intérêt arrêtés d'un commun accord (par exemple, l'assurance qualité, le système de transfert de crédits et le développement durable dans l'enseignement supérieur)

La coopération dans le domaine de la recherche est mise en œuvre exclusivement par le programme-cadre RTD financé par l'UE et en particulier son volet de coopération internationale (INCO). Sept projets impliquant des partenaires malaisiens ont été mis en œuvre dans le cadre du 5<sup>e</sup> PC et six projets impliquant des partenaires malaisiens sont actuellement en cours dans le cadre du 6<sup>e</sup> PC. La coopération en matière de recherche se concentre de plus en plus sur les sept priorités thématiques, à savoir : la société de l'information (trois projets en cours), la biotechnologie, la nanotechnologie, la qualité et la sécurité alimentaires, le développement durable et la santé.

Depuis 2002, la Malaisie marque un vif intérêt, notamment au niveau politique, pour le programme ASEM TEIN 2 qui vise à établir la connectivité à haute capacité entre les membres asiatiques de l'ASEM et le réseau UE GEANT afin de soutenir les réseaux de recherche et d'éducation. Elle facilitera donc les futures activités et réseaux de coopération R&D entre la Malaisie et l'UE. Au début 2005, la Malaisie a mis sur pied le réseau malaisien de recherche MYREN qui établit un lien également avec la phase II d'ASEM TEIN, opérationnelle depuis 2006.

### **3.3. Environnement**

L'environnement est une question transversale dans les secteurs de concentration de la coopération. Des projets spécifiques se concentrant sur l'environnement ont toutefois été sélectionnés dans le cadre de programmes régionaux et mondiaux existants :

- Asia Pro Eco : trois projets sont actuellement en cours et se concentrent sur l'écotourisme, l'environnement urbain durable et le transfert de technologie et d'expertise ;
- Asia Urbs : deux projets en cours se concentrant sur la gestion urbaine durable ;
- la participation au programme d'efficacité énergétique CE ANASE (EAEF) ;
- dans le domaine spécifique des forêts tropicales, on dénombre cinq actions régionales ou mondiales qui impliquent des partenaires malaisiens et se concentrent, en particulier, sur la gestion durable des forêts, le développement des communautés indigènes et la promotion de la production légale de bois.

### **3.4. Autres actions**

La coopération avec la Malaisie inclut des activités en cours qui se concentrent sur des questions relatives à l'égalité entre les hommes et les femmes et aux droits de l'homme :

- deux projets cofinancés dans le cadre de l'Initiative européenne pour la démocratie et les droits de l'homme, qui se concentrent en particulier sur le soutien apporté aux femmes des communautés minoritaires indiennes dans le pays et sur l'encouragement de la liberté d'expression ;
- Un projet cofinancé au titre du programme thématique de l'égalité entre les hommes et les femmes et la promotion de l'égalité des sexes dans la politique, la législation et l'éducation par le soutien des activités de trois ONG locales.

### **3.5 Enseignements tirés**

L'assistance et la coopération qui ont été étendues à la Malaisie, ces dernières années, ont principalement pris la forme de programmes régionaux, ainsi que, pour le reste, de programmes thématiques. La tendance vers la fin des années 1990 et le début 2000 a clairement été à la baisse. Mais à la suite d'une stratégie proactive d'identification des besoins prioritaires et de dissémination des informations sur les possibilités de coopération dans les domaines prioritaires identifiés, la coopération actuelle a nettement repris une tendance encourageante et fortement orientée à la hausse. Dans ce contexte, la Malaisie est soucieuse d'améliorer :

- le travail en réseau dans les domaines des affaires, de l'enseignement supérieur et de la recherche,
- l'accès au marché et aux technologies de l'UE,
- le transfert des meilleures pratiques et du savoir-faire par le biais de l'assistance technique ciblée,
- le développement du capital humain des milieux universitaires vers le monde de la recherche et de la prise de décision politique,
- les projets associés aux droits de l'homme, en particulier en rapport avec l'égalité des sexes, la violence domestique et l'habilitation des populations pauvres et des vulnérables.

Les programmes régionaux (au niveau asiatique) et thématiques sont des instruments souples qui ont permis de relancer les activités de coopération entre la Malaisie et l'UE ces deux dernières années.

## **4. LA STRATÉGIE DE RÉPONSE DE LA CE**

L'un des principaux objectifs de Vision 2020, la feuille de route ambitieuse pour permettre à la Malaisie d'atteindre un statut de nation développée, consiste à doubler le PIB réel tous les dix ans. Afin d'y parvenir, le PIB réel de la Malaisie devra croître d'environ 7 % par an.

À la suite de l'approfondissement et de l'élargissement progressifs de la coopération entre l'UE et la Malaisie, il est apparu clairement, ces deux dernières années, qu'il sera nécessaire, pour mieux répondre aux demandes des contreparties malaises (principalement des demandes d'assistance technique flexible et ciblée, de transfert de connaissances et d'expertise et de travail en réseau), d'agir au moyen de programmes plus individualisés. Ceci est vrai dans le domaine de concentration de la coopération, du commerce et des investissements, ainsi que dans leurs sous-thèmes : la coopération dans l'enseignement supérieur et la recherche (des instruments comme le 6<sup>e</sup> programme-cadre pour la recherche semblent, malgré leur pertinence, trop encombrants pour être attrayants), des services aériens « horizontaux », mais plus encore le domaine des droits de l'homme et de la préservation de la biodiversité et des forêts tropicales. Ce dernier sous-thème est

un domaine dans lequel l'UE s'est engagée à entamer un dialogue important afin de promouvoir l'établissement d'un accord de partenariat volontaire dans le cadre de FLEGT et qui nécessite aujourd'hui la prise de décisions concrètes et l'exécution d'activités politiques axées sur le dialogue.

La Commission européenne reconnaît le rôle crucial du dialogue politique avec le gouvernement malais qu'elle considère comme un outil efficace pour intensifier la relation entre l'UE et la Malaisie en vue de partager les connaissances et l'expertise dans des domaines prioritaires clés, de traiter des préoccupations et intérêts communs et de renforcer encore les liens globaux qui existent entre la Malaisie et l'UE. Telle est la raison pour laquelle la Malaisie a également été encouragée à entamer des négociations concernant l'accord de partenariat et de coopération avec la Commission.

#### **4.1 Secteur focal : facilité du dialogue politique entre l'UE et la Malaisie sur les échanges commerciaux et les investissements**

Il est suggéré d'instaurer avec les parties prenantes malaises un instrument de dialogue politique visant à soutenir un dialogue axé sur le résultat dans le domaine des échanges commerciaux et des investissements, notamment en ce qui concerne les aspects tels que :

- la coopération et la facilitation des échanges commerciaux et des investissements dans des domaines d'intérêt mutuel afin de soutenir l'expansion des flux des échanges commerciaux et des investissements actuels ;
- le développement, la conception et la mise en œuvre d'un accord de partenariat bilatéral relatif à l'application des réglementations forestières, à la gouvernance et aux échanges commerciaux (FLEGT) entre la Malaisie et l'UE;
- le développement du capital humain, la politique de l'enseignement supérieur et la mobilité de boursiers et d'étudiants ;
- la promotion des droits de l'homme ;
- la gouvernance, la transparence et la responsabilité<sup>6</sup>;
- la migration.

Dans le cadre de l'Instrument de coopération au développement (ICD), un montant indicatif de x millions EUR a été réservé au profit de la Malaisie pour la période de 2007-2013. Ces ressources peuvent être complétées par des projets et programmes financés au titre des programmes régionaux applicables aux pays asiatiques et en vertu de divers programmes thématiques.

---

<sup>6</sup> Dans le domaine de coopération de l'ICD portant sur la gouvernance, la démocratie, les droits de l'homme et le soutien à la réforme institutionnelle, associé en particulier à la coopération et à la réforme politique dans le domaine de la sécurité et de la justice, la Communauté exécutera des mesures qui devront respecter pleinement les lignes directrices CAD de l'OCDE tout en tenant compte des conclusions du Conseil européen en la matière.

## 4.2 Questions transversales

Sur la base des grandes questions identifiées dans le présent document de stratégie, les questions transversales suivantes seront intégrées, le cas échéant, dans la conception du dialogue politique, en particulier :

- **Sexe** : l'égalité entre les hommes et les femmes ;
- **Environnement** : le développement durable ;
- **Dimension sociale de la mondialisation** : des conditions de travail décentes et la protection juridique contre les abus commis par les employeurs ou les agences pour l'emploi. Au besoin, les partenaires sociaux devraient être impliqués dans chaque action prévue dans le cadre du présent document de stratégie.

## 4.3 Programmes régionaux et thématiques

Afin de compléter les interventions prévues au titre du présent programme de stratégie et en sus du financement mis à disposition au titre du PI, les programmes thématiques dans des domaines tels que l'enseignement supérieur, la démocratie et les droits de l'homme, la migration et l'asile, le développement humain et social, l'environnement et la gestion durable des ressources naturelles, notamment l'énergie, et les acteurs non étatiques pourraient aussi s'appliquer à la Malaisie. En particulier :

- **Enseignement supérieur** : l'objectif principal de la coopération de l'UE dans le secteur de l'enseignement supérieur en Asie consiste à promouvoir la capacité de coopération internationale des universités dans les pays tiers en facilitant le transfert de savoir-faire et de bonnes pratiques dans le domaine de la mobilité des étudiants et du personnel académique. La Commission européenne contribuera au financement d'un régime de mobilité entre les universités européennes détentrices d'une charte Erasmus et les universités des pays tiers qui complétera les programmes existants dans le domaine de l'enseignement supérieur. Les types de mobilité à financer sont les suivants :
  - pour les étudiants : le master, le doctorat et les possibilités de mobilité postdoctorat ;
  - pour le personnel académique : les échanges à des fins d'enseignement, de formation pratique et de recherche.

Des activités de coopération supérieures seront financées au titre de la programmation régionale pour l'Asie.

- **Démocratie et droits de l'homme** : la bonne gouvernance et les droits de l'homme seront, dans la mesure du possible, poursuivis par le biais du nouveau programme thématique pour la promotion de la démocratie et des droits de l'homme.
- **Environnement et gestion durable des ressources naturelles.**

Ces activités thématiques complètent les objectifs stratégiques poursuivis par la Commission dans le cadre de la présente programmation stratégique et font partie du dialogue politique avec la Malaisie. La participation de la Malaisie à plusieurs projets et initiatives subrégionaux (ANASE et ASEM) et régionaux (au niveau de l'Asie) dans les domaines tels que l'enseignement supérieur (ASIA Link), la promotion des investissements et de l'environnement, l'emploi et la politique sociale renforceront les lignes stratégiques contenues dans le présent document. L'intention est de

faire exécuter ces activités, entre autres, par des acteurs de la société civile, et notamment par les partenaires sociaux. Le financement de ces activités thématiques, régionales et subrégionales sera assuré en plus des ressources financières prévues au titre du PIP bilatéral.

\*\*\*\*\*